

## On ne discute pas les mains en l'air

Dans la crise que traversent l'Europe et le Monde, l'heure n'est plus aux tergiversations : il y a un agresseur et un agressé, et nous devons tout faire pour que les troupes russes quittent au plus vite le territoire ukrainien, a rappelé Olivier Faure à la tribune de l'Assemblée nationale, le 1<sup>er</sup> mars.

Pour la première fois depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, un État européen en attaque un autre et fait vaciller la paix sur le Vieux continent.

En mettant à exécution un plan préparé de longue date, Vladimir Poutine porte, seul, la responsabilité de cette agression. Il devra en rendre compte, comme des crimes de guerre commis depuis jeudi dernier. Il nous faut ici être clairs : il y a dans cette guerre un agresseur et un agressé, aucune confusion n'est possible. Aucune justification n'est recevable pour excuser ou atténuer la responsabilité de cette invasion. Non, même la perspective de l'adhésion à l'OTAN d'un pays indépendant ne signifie pas son "annexion par les États-Unis"! La France est membre de l'OTAN. Elle n'a pas été pour autant annexée!

À quoi faisons-nous face? À la volonté de puissance désinhibée du patron du Kremlin. Elle se traduit par son expansionnisme, directement à ses frontières, et par l'extension de son influence au Moyen-Orient, dans le Bassin méditerranéen et en Afrique.

Vladimir Poutine cherche les limites. C'est à nous de les fixer. L'Ukraine est un État souverain. L'Ukraine est une démocratie. L'Ukraine est un pays européen et c'est son adhésion à l'Union européenne que le président Zelensky sollicite et non pas



L'Europe doit devenir une puissance

son adhésion à l'OTAN... Je souhaite avec mon groupe, comme beaucoup ici, que l'Ukraine devienne, un jour prochain, notre 28<sup>e</sup> étoile.

La recherche d'une solution politique doit évidemment demeurer notre priorité. La paix par préférence à la guerre. Toujours. Les voies du dialogue doivent être évidemment ouvertes.

Mais il n'y a pas de discussion possible sans la création préalable d'un rapport de force. On ne discute pas les mains en l'air, avec un revolver sur la tempe. Notre objectif n'est pas l'humiliation de la Russie, mais le respect de l'indépendance de l'Ukraine. Dans cette guerre asymétrique, il faut forcer Vladimir Poutine à la Paix!

L'Europe a pris ses responsabilités comme jamais et nous devons nous féliciter qu'elle ait été au rendez-vous des sanctions économiques, des livraisons de matériels de secours et de matériels militaires. Elle devra être au rendez-vous de l'accueil des réfugiés.

Mais, il faudra aller au-delà de ces réponses immédiates. Parce que nous faisons face à un monde plus dangereux. Plus hostile. Celui des puissances. Et l'Europe doit elle-même devenir une puissance, sur le plan militaire et stratégique.

**CAP  
FINISTÈRE**  
26 B, rue Aristide-Briand  
29000 QUIMPER  
DÉPOSÉ LE 10/03/2022

SITE DE DEPOT  
**P1**  
LA POSTE  
DISPENSE DE TIMBRAGE

## Décentralisation

Il y a 40 ans, sous le gouvernement de Pierre Mauroy, les premières lois de décentralisation ont été adoptées.

«Le but de la Droite, garder le pouvoir; mon projet, vous le rendre», résumait François Mitterrand. Ce slogan pourrait tout à fait être repris cette année pour évoquer le projet de LREM.

Car, que s'est-il passé depuis cinq ans en matière de décentralisation? Beaucoup de promesses, très peu de progrès et même beaucoup de recul. Il faut en effet remonter au septennat de Giscard pour retrouver un pouvoir aussi jacobin, excluant systématiquement les élu.e.s locaux.

Preuve que la marche vers une République décentralisée n'est pas un long fleuve tranquille et qu'il ne faut jamais baisser la garde, mais toujours remettre cet ouvrage sur le métier. C'est bien l'ambition d'Anne Hidalgo qui s'appuie sur son équipe de France des maires pour mettre en avant la Gauche des solutions.

**PS29**

# Ukraine : la solidarité en action

À quoi sert une manifestation à 3000 kilomètres de Kiev, lorsque l'armée russe bombarde et envahit le pays ? À faire savoir aux Ukrainiennes et aux Ukrainiens qui sont sous les bombes qu'ils ne sont pas abandonnés et que, partout dans le Monde, une mobilisation contre leur agresseur, Poutine, s'organise. « Et c'est très important pour leur moral », ont insisté les oratrices ukrainiennes qui se sont adressées aux 3000 Brestoises et Brestois rassemblés pour dénoncer l'agression russe, place de la Liberté, le 5 mars.



François Cuillandre hisse le drapeau ukrainien place de la Liberté

Plus d'une vingtaine d'organisations de Gauche avaient appelé à ce rassemblement autour de revendications claires, résumées, au nom du collectif, par Roland de Penanros : retrait immédiat des troupes russes d'Ukraine, refus du chantage nucléaire, sanctions drastiques contre le régime de Poutine, accueil digne de tous les réfugiés, respect de la charte de l'ONU qui stipule la volonté de préserver les peuples du fléau de la guerre et ouverture, sous l'égide de l'ONU, d'une conférence de la Paix.

Cette manifestation s'inscrivait dans une dynamique de mobilisation internationale contre cette agression visant à isoler le régime de Vladimir Poutine.

À Quimper, Morlaix, Quimperlé, Landerneau, Douarnenez, Pont-l'Abbé, Guipavas... aussi, d'autres rassemblements se sont tenus avec toujours la même détermination à défendre le peuple ukrainien.

Cet élan de solidarité s'est manifesté dans toutes les communes. « Il y a une partie symbolique qui consiste à pavoiser les monuments de la ville

aux couleurs de l'Ukraine, mais il y a aussi un engagement bien plus concret », résume Jean-Paul Vermot, maire de Morlaix.

« Nous avons été très rapidement sollicités par des personnes qui, spontanément, voulaient savoir comment apporter leur aide », témoigne Laurent Péron, maire du Relecq-Kerhuon. « Nous avons décidé de nous appuyer sur le Secours populaire, présent au Relecq-Kerhuon, et qui travaille régulièrement avec des associations ukrainiennes. »

La plupart des autres communes du Finistère se sont plutôt tournées vers la protection civile. « Nous suivons leurs consignes et cherchons à récolter des produits d'hygiène, de premier secours et des dons pour acheter sur place ce dont les habitants auront besoin », explique Pascale Douineau, adjointe au maire de Quimperlé.

« Nous avons aussi reçu des propositions d'hébergement », confirme Jacques Juloux, maire de Clohars-Carnoët.

« Nous avons mis des locaux municipaux à disposition pour que les Quimpérois puissent déposer leurs dons », précise Matthieu Stervinou, adjoint à la mairie de Quimper.

La plupart des communes, au-delà de l'aide matérielle et logistique pour



Isabelle Assih apporte le soutien de Quimper au peuple ukrainien



3000 manifestants à Brest, le 5 mars

stocker les dons, vont également voter des aides exceptionnelles.

Et maintenant ? Passée l'émotion des premières images, il va falloir maintenir la mobilisation dans la durée pour continuer à acheminer matériel et argent vers l'Ukraine et commencer à accueillir les réfugiés dans les familles qui se sont proposées.



Morlaix solidaire de l'Ukraine

## Le prélude d'Adrian

Concert de soutien au peuple ukrainien du pianiste Franco-Ukrainien Adrian Herpe, suivi de la projection du film *Le prélude d'Adrian* de Laëticia Gaudin-Le Puil salle Armorica, à Plouguerneau, le 20 mars à 17h00.

# Le cœur battant de la République

C'est à Montpellier, le 2 mars, qu'Anne Hidalgo a célébré le 40<sup>e</sup> anniversaire des premières lois de décentralisation, entourée d'une grande partie de l'équipe de France des maires, «le cœur battant de la République».



«Je ferai confiance aux élu.es»

« Il est urgent, à mon sens, d'organiser l'intervention des citoyennes et des citoyens dans la marche des affaires publiques en dehors des grandes élections nationales, par exemple avec la possibilité d'amendements citoyens aux textes de loi et de propositions de loi citoyenne », a insisté la candidate. Certains craindront des écarts populistes : c'est le contraire qui est vrai. La participation citoyenne est un anticorps puissant à la violence et aux populismes.

Pour répondre aux trois défis auxquels la France est confrontée, social, environnemental et démocratique, «il nous faudra des collectivités fortes, au combat, disposant de droits nouveaux», a annoncé Anne Hidalgo.

## « Pour un droit à la différenciation. »

« Face à l'individualisation de notre société, au consumérisme grandissant, aux îlots qui fleurissent dans nos quartiers, nous avons plus que jamais besoin de recréer ce que nous avons l'habitude d'appeler à Gauche le "vivre ensemble". » Les collectivités territoriales sont en première ligne dans ce combat républicain et laïque.

« Nous ne nous y sommes pas trompés, femmes et hommes socialistes, en utilisant le vocable "En commun" pour nos listes Municipales, Départementales et Régionales. Je crois que c'est également tout l'enjeu de cette campagne présidentielle.

Mon histoire, la nôtre, est celle de ces Républicains français, qui, dès les débuts de la III<sup>e</sup> République ont compris que face à un État fort, indispensable pour permettre la défense de l'intérêt général, il fallait des collectivités locales libres et élues pour donner au citoyen des repères et des moyens d'expression.

Comme Pierre Mendès France, je pense qu'« il n'y a pas de démocratie sans participation continue des citoyens ». À la fois jacobine et girondine, la France doit marcher sur ses deux jambes : un État fort et impartial, renforcé dans ses missions, jouant son rôle de protection, de défense de l'intérêt général, de redistribution, d'éducation et d'émancipation ; des collectivités locales disposant de l'ensemble des moyens dont elles ont besoin pour accompagner les Français dans leur vie quotidienne.

## « La participation citoyenne est un anticorps puissant à la violence et aux populismes. »

Ce joli mot de "commune" nous dit tout de ce lieu qui permet à nos concitoyens de mener encore une destinée partagée. Ce creuset de l'intelligence de l'action, ancrée dans la réalité et le vécu réel de nos concitoyens, je veux lui donner tout l'élan possible : non seulement à travers un État qui arrête de donner des leçons et de freiner les collectivités ; mais au-delà, ce que je porte au cœur de mon projet, c'est un nouvel État qui prend exemple sur la réussite des élus locaux pour répondre aux défis de notre temps, un État qui "fait ensemble", un "État en commun".

J'ai une conviction qui guide mon engagement : il n'y a plus de légitimité sans immersion profonde dans la réalité des Français. Je suis maire, et comme vous, c'est parce que je suis à portée d'engueulade, de reproche et d'exigence que je suis en prise avec la réalité à hauteur du regard. Je sais que la politique c'est avant tout de l'humain, de l'engagement, du compagnonnage. Je sais que tout seul on ne réussit rien. Présidente, je ferai confiance aux élus locaux, aux maires et je leur donnerai leur liberté d'action.

Les Françaises et les Français ont confiance en leur maire, mais ils perdent confiance en l'État central. Pourquoi ? Car l'État n'est pas à leur contact, il est désincarné, bureaucratique, trop peu

politique et malheureusement souvent politicien.

La République doit aussi retrouver le visage de la proximité. Je veux rendre aux politiques les pouvoirs qui ont été progressivement confiés aux administrations. Le meilleur exemple, ce sont les ARS. Je les supprimerai pour définir la politique sanitaire qui relève de l'État, mais dont la mise en œuvre doit se construire avec les collectivités locales.

J'engagerai aussi un nouvel âge de la décentralisation. Je commencerai par reconnaître dans une République décentralisée le droit à la différenciation. Un "permis de faire" permettra aux collectivités territoriales d'expérimenter des dérogations aux règles nationales, lorsque cela est souhaitable pour atteindre les objectifs définis par la loi. La confiance sera au cœur des relations entre l'État et les collectivités territoriales. (...)



L'équipe de France des maires

Je veux que nous signions avec les collectivités de véritables contrats qui restent à mon sens les seuls outils capables de remettre à niveau l'ensemble des services publics lourdement abîmés : l'hôpital, les infrastructures routières, et l'eau.

Vous l'avez compris, ce que je porte, c'est une révolution communale, territoriale, à laquelle les maires, véritables héros de la République, doivent apporter tout leur concours.

## « Je m'inscris pleinement dans l'histoire de la Gauche et de la décentralisation. »

En cela, je m'inscris pleinement dans l'histoire de la Gauche et de la décentralisation. Les lois Defferre ont apporté un souffle de liberté inédit sur nos territoires.»

# Agenda

19 mars

14h00 : Forum « *Quelles solidarités après la crise ?* » salle Europe à Ergué-Gabéric, avec Nathalie Sarrabezolles, Jean-Luc Fichet et Luc Broussy.

10 avril

Premier tour de la Présidentielle.

24 avril

Second tour de la Présidentielle.

Retrouvez-nous sur

Facebook  
**PS.Finistere**  
 et Twitter  
**@fede\_PS29**

## Cap Finistère

Le Breton Socialiste

CPPAP 1222 P 11428  
 N° 1385 - Vendredi 11 mars 2022  
[www.ps29.bzh](http://www.ps29.bzh) - [cap-finistere@wanadoo.fr](mailto:cap-finistere@wanadoo.fr)  
 26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER  
 Tél. 02 98 53 20 22

Directeur de la publication :  
 Yves FORMENTIN-MORY  
 Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON  
 Tél. 02 98 43 44 39  
 13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère  
 Tél. 02 98 43 11 44

## S'abonner

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

.....

.....

### Abonnement numérique

..... @ .....

Tarifs pour l'année  
 Adhérents : 25 euros  
 Non adhérents : 35 euros

Chèque à l'ordre de :  
 ADFFFP

# L'Europe unie face à Poutine

François Comet



**Avec l'agression de l'Ukraine par la Russie, le calendrier de l'Union européenne va s'accélérer dans les domaines de la défense, de l'énergie et de l'accueil des réfugiés, annonce François Comet, secrétaire national adjoint du Parti Socialiste à l'Europe.**

**Cap Finistère : Comment expliquer que Vladimir Poutine se soit engagé dans cette guerre ?**

**François Comet :** Je crois qu'il s'attendait à une opération très rapide. Pour lui, l'entrée de ses troupes en Ukraine devait provoquer la chute rapide du gouvernement Zelensky et les Occidentaux n'auraient réagi que mollement. Un peu comme en 2014, lorsqu'il avait annexé la Crimée. Mais il n'avait sans doute pas anticipé la résistance ukrainienne et la détermination des Européens. Il n'avait probablement pas non plus mesuré l'hostilité d'une grande partie des Russes à cette guerre menée contre leurs cousins ukrainiens.

**Cap Finistère : Les Socialistes européens parlent-ils d'une seule voix ?**

**François Comet :** Oui. Les représentants du PSE se sont retrouvés au lendemain de l'attaque russe contre l'Ukraine et se sont très rapidement mis d'accord sur un communiqué commun pour condamner cette agression et exiger le retrait des troupes russes et l'annulation de la reconnaissance des républiques autoproclamées du Donetsk et de Lougansk. Ils ont demandé que des sanctions fortes soient prises contre le pouvoir russe. Ils ont insisté sur l'accueil digne des réfugiés. Ils ont également demandé à ce que des mesures soient prises pour accompagner les plus modestes qui seront impactés par la hausse du coût de l'énergie.

**Cap Finistère : Cette guerre va-t-elle avoir des répercussions sur l'élargissement de l'Union à de nouveaux pays, dont l'Ukraine ?**

**François Comet :** Évidemment. Nous ne pouvons pas décevoir les Ukrainiens. Mais il ne faut surtout pas croire que l'Ukraine puisse devenir le 28<sup>e</sup> membre de l'UE dans les mois qui viennent. Aujourd'hui, cinq pays sont à la porte de l'UE. Pour la Turquie les discussions sont au point mort. En ce qui concerne les Balkans, les discussions sont déjà bien avancées avec la Serbie et le Monténégro, même si la russophilie des Serbes peut poser quelques problèmes. L'Albanie et la Macédoine du Nord sont officiellement candidates, mais les négociations n'ont pas encore commencé. Emmanuel Macron

s'était montré très réticent concernant l'élargissement de l'UE, contrairement à la nouvelle coalition allemande. L'inscription de l'Ukraine comme pays candidat à l'adhésion est un acte fort. Mais, il faudra probablement plusieurs années pour que l'Ukraine remplisse toutes les conditions d'adhésion à l'UE.

**Cap Finistère : L'Europe de la défense va-t-elle enfin voir le jour ?**

**François Comet :** En tout cas, je pense que le discours prononcé par Olaf Scholz, dans lequel il annonce 100 milliards d'euros pour équiper l'armée allemande, peut être considéré comme un tournant historique. Il y a à peine quelques semaines l'Allemagne s'était opposée à ce que les Pays-Bas livrent des armes allemandes à l'Ukraine. C'est une évolution majeure depuis la fin de la seconde guerre mondiale, même s'il faut bien être conscient qu'il s'agira essentiellement d'un rattrapage, compte tenu du niveau d'équipement de l'armée allemande. Cependant, il faut être attentif à ce que ces milliards contribuent à accélérer la mise en place d'une défense européenne. Il ne faudrait pas que cet effort se traduise uniquement par des importations d'armes américaines.

**Cap Finistère : Peut-on dire que l'agression de l'Ukraine par la Russie va accélérer l'agenda européen ?**

**François Comet :** Bien sûr. On vient de le voir pour l'Europe de la défense, mais la construction va se renforcer dans d'autres domaines. Je pense notamment à l'accueil des réfugiés. Les pays de l'Est, qui étaient les plus réticents à en accueillir lorsqu'ils venaient du Moyen-Orient, sont désormais en première ligne et auront besoin de l'aide européenne pour héberger les dizaines, voire les centaines de milliers de réfugiés Ukrainiens.

Et naturellement l'Europe de l'énergie aussi va se renforcer. Les Européens disposent de suffisamment de gaz pour passer l'hiver. Mais, les réserves ne sont pas réparties équitablement et ne se trouvent pas automatiquement dans les pays qui en ont le plus besoin. Il faudra donc que les États sachent faire preuve de solidarité. La question de la dépendance au gaz russe est clairement posée. Les propositions les plus ambitieuses de la Commission prévoient que l'UE puisse s'en passer en 2030. Il va rapidement falloir trouver des alternatives pour raccourcir ce délai.